



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES

Semestre clos le 30 septembre 2006

FAIVELEY SA

**Rapport des Commissaires aux Comptes
sur l'information financière semestrielle
au 30 septembre 2006
(Article L.232-7 du Code de commerce)**

Période : 1^{er} avril 2006 – 30 septembre 2006

BDO MARQUE & GENDROT

**23 Rue de Cronstadt
75015 PARIS**

EXPERTISE COMPTABLE ET AUDIT

**37 C Cours du Parc
21000 DIJON**

FAIVELEY SA

Société Anonyme au capital de 12 529 585 euros

143 Boulevard Anatole France - Carrefour Pleyel - 93200 SAINT DENIS

RCS BOBIGNY B 323 288 563

SIRET 323 288 563 000162 - APE 741 J

Période du 1^{er} avril 2006 au 30 septembre 2006

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société FAIVELEY SA, relatifs à la période du 1^{er} avril 2006 au 30 septembre 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes semestriels consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note B.1 de l'annexe qui expose les principes de présentation des comptes consolidés intermédiaires, concernant notamment l'information comparative au 30 septembre 2005 ;
- la note B.19 de l'annexe qui présente les mécanismes spécifiques liés à l'actionnariat de la filiale FAIVELEY TRANSPORT.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris et Dijon, le 19 décembre 2006

Les Commissaires aux Comptes

BDO MARQUE & GENDROT
représentée par **Pierre MARQUE**
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de Paris

EXPERTISE COMPTABLE ET AUDIT
représentée par **Patrick COLLOMB**
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de Dijon

EXPERTISE COMPTABLE ET AUDIT
E. C. A.
Société Anonyme Expertise Comptable
au Capital de 180 000 €
37 e Cours du Parc
21000 DIJON
Tél. 03 80 65 45 23 - Fax 03 80 66 78 54

I Rapport d'activité

A. COMMENTAIRES SUR LE PREMIER SEMESTRE 2006/07

1. Chiffres Clefs du Groupe

(millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2006/2007	1 ^{er} semestre 2005/2006
Chiffre d'affaires	270,9	269,1
Résultat d'exploitation	32,4	28,9
Résultat net	19,7	18,4
Résultat net (part du Groupe)	11,9	7,3
Effectifs en fin de période	3 331	3 238

Après la cession de FAIVELEY Plasturgie au 31 mars 2006, le groupe FAIVELEY est maintenant concentré sur la seule activité ferroviaire.

Le chiffre d'affaires consolidé sur le premier semestre 2006/2007 s'établit à 270,9 M€, en augmentation de 0,7% par rapport à la même période de l'exercice précédent. A périmètre et change constant, il est en retrait de 1,2%.

Le résultat net part du groupe s'élève à 11,9 M€ contre 7,3 M€ au 1^{er} semestre 2005/2006.

2. FAIVELEY Transport a acquis Neu Systèmes Ferroviaires début 2006. Le processus d'intégration de cette filiale au sein de la ligne de produits Climatisation a été mené de manière efficace et porte d'ores et déjà ses fruits en terme de synergies commerciales, d'ingénierie et d'achats.

3. FAIVELEY Transport a également connu un nouveau développement important avec la signature d'un accord de joint-venture en Chine avec Sifang pour la fabrication de systèmes de freins. La direction de la nouvelle entité a été recrutée et est en phase de constitution des équipes. L'usine est en cours de construction par notre partenaire Sifang.

4. Le processus d'intégration de SAB WABCO étant mené à bien, la direction industrielle a été renforcée pour poursuivre l'amélioration de la performance en termes de « supply chain », achats et qualité. La direction du Groupe a également accordé une attention toute particulière au renforcement des compétences en matière de gestion de projets.

5. Le projet « Prism » d'intégration des systèmes d'information a été finalisé et permet aujourd'hui une performance nettement améliorée dans la production des chiffres de la consolidation et du contrôle de gestion.

B. PERSPECTIVES POUR LE DEUXIEME SEMESTRE 2006/07

1. Carnet de commande et chiffre d'affaires

Le carnet de commande du Groupe a connu une très forte croissance (+20%) sur les 12 derniers mois, passant de 680 M€ à 814 M€. Ce carnet de commande va se traduire par une croissance soutenue du chiffre d'affaires au second semestre de l'exercice.

Le Groupe a en particulier engrangé la plus grosse commande de son histoire : 57 M€ pour la livraison des portes du projet SSL (Bombardier Transport, Londres). D'autres affaires importantes sont également en cours de négociation, dont le projet NAT- Ile de France.

La filiale brésilienne poursuit l'adaptation de ses structures pour anticiper les effets d'un marché faible du frein fret sur l'année prochaine. La filiale américaine poursuit l'exécution de contrats difficiles.

L'activité est soutenue en Asie et en Inde, qui offrent de solides perspectives de développement.

2. Développements industriels

Le second semestre de l'exercice verra l'inauguration de deux nouvelles usines en Chine, l'une à Qingdao pour la nouvelle activité de freins, la seconde à Shanghai pour la filiale SFRT (Portes, Climatisation), qui doit se redéployer pour optimiser ses process et faire face à la croissance de ses activités.

**COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE FAIVELEY SA
AU 30 SEPTEMBRE 2006**

ACTIF (en milliers d' euros)	30 septembre 2006		31 mars 2006	
	Brut	amortissements et provisions	Net IFRS	Net IFRS
Capital souscrit non appelé (I)				
Ecart d'acquisition	239 673		239 673	241 537
Immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles	40 768	13 829	26 939	26 909
Immobilisations corporelles				
Terrains	5 126	201	4 925	4 799
Constructions	60 012	39 792	20 220	20 670
Installations techniques	98 321	84 435	13 886	14 953
Autres immobilisations corporelles	37 414	26 086	11 328	9 713
Immobilisations financières				
Titres de participation sociétés non consolidées	841	651	190	224
Titres des sociétés mises en équivalence	1 817		1 817	1 791
Autres immobilisations financières à LT	10 657	1 281	9 376	9 286
Actif d'impôts différés	20 185		20 185	18 909
TOTAL ACTIF NON COURANT (II)	514 814	166 275	348 539	348 791
Stocks et encours	120 770	19 338	101 432	92 175
Avances et acomptes rattachés	2 199		2 199	1 584
Clients et créances d'exploitation	153 883	4 366	149 517	163 663
Autres créances	3 354	319	3 035	2 026
Actifs d'impôt exigible	3 817		3 817	3 959
Autres immobilisations financières à CT	2 012		2 012	2 110
Investissements à court terme	12 445		12 445	37 315
Disponibilités	82 921		82 921	122 693
Actifs des activités abandonnées/destinées à être vendues			-	-
TOTAL ACTIF COURANT (III)	381 401	24 023	357 378	425 525
TOTAL GENERAL (I + II + III)	896 215	190 298	705 917	774 316

PASSIF (en milliers d' euros)	30 septembre 2006 IFRS	31 mars 2006 IFRS
CAPITAUX PROPRES		
Capital social	12 180	12 180
Primes	7 932	7 867
Ecart de conversion	- 1 009	- 387
Réserves consolidées	97 833	84 252
Résultat de l'exercice	11 931	17 640
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES DU GROUPE (I)	128 867	121 552
INTERETS DES MINORITAIRES		
Part dans les réserves	79 642	62 103
Part dans le résultat	7 796	17 539
TOTAL (II)	87 438	79 642
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	216 305	201 194
Provisions pour risques et charges non courantes	50 392	50 973
Passif d'impôt différé	13 755	13 377
Emprunts et dettes financières à long terme	111 590	180 792
TOTAL PASSIF NON COURANT (III)	175 737	245 143
DETTES		
Provisions pour risques et charges courantes	59 328	63 470
Emprunts et dettes financières à court terme	41 450	50 473
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	56 506	49 501
Dettes d'exploitation	134 553	139 717
Passif d'impôt exigible	19 079	21 671
Autres dettes	2 959	3 147
Passifs des activités abandonnées/destinées à être vendues		-
TOTAL (IV)	313 875	327 979
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	705 917	774 316

Compte de résultat consolidé au 30 septembre 2006

(en milliers d' euros)

	Situation semestrielle		31/03/2006 IFRS
	30/09/2006 IFRS	30/09/2005 IFRS	
Chiffre d'affaires hors taxes	270 869	269 146	568 896
Coût des ventes	-193 237	-198 901	-414 505
MARGE BRUTE	77 632	70 245	154 391
Frais de structure	-47 440	-44 231	-91 200
Autres revenus (charges)	2 338	2 834	4 102
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	32 530	28 848	67 293
Coûts de restructuration	-75	62	-2 078
Gain/(Perte) sur cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	3	-26	3 222
Plus-value de dilution et cession de titres consolidés			
RESULTAT D'EXPLOITATION	32 458	28 884	68 437
Amortissements inclus dans le résultat d'exploitation	7 114	6 770	13 702
Résultat d'exploitation + dotations aux amortissements	39 572	35 654	82 139
Résultat Financier	-3 580	-4 213	-10 390
RESULTAT COURANT	28 878	24 671	58 047
Impôts sur les résultats	-9 177	-6 288	-18 510
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	19 701	18 383	39 537
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	27	-2	362
RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES	19 727	18 381	39 898
Résultat des activités abandonnées		-2 659	-4 720
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	19 727	15 722	35 178
Intérêts minoritaires	7 796	8 396	17 539
Résultat net (part du groupe)	11 931	7 326	17 640
Résultat net par action en € :			
Résultat par action	0,95	0,58	1,41
Résultat dilué par action	0,95	0,58	1,41
Résultat net par action en € - Activités poursuivies :			
Résultat par action	0,95	0,87	1,85
Résultat dilué par action	0,95	0,87	1,85
Résultat net par action en € - Activités cédées ou en cours de cession			
Résultat par action	-	-0,28	-0,44
Résultat dilué par action	-	-0,28	-0,44

Tableaux des flux de trésorerie consolidés au 30 septembre 2006

FLUX DE TRESORERIE (en milliers Euros)	30 septembre 2006 IFRS	31 mars 2006 IFRS	30 septembre 2005 IFRS
Variation de la trésorerie d'exploitation			
Résultat net part du groupe	11 931	17 640	7 326
Intérêts minoritaires dans le résultat	7 796	17 539	8 395
Ajustements permettant de passer du résultat à la variation de la trésorerie nette d'exploitation :			
- Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles	6 873	13 925	7 495
- Impairment des actifs (y compris écart d'acquisition)	241	0	5 500
- Variation des provision pour risques & charges	-4 621	-5 236	1 315
- Impôts différés	939	3 591	-663
- (Plus) moins-values nettes sur cessions d'actifs	-3	2 824	601
- Subventions versées au résultat	0	0	-2
- Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	-27	-362	2
- Profit de dilution	0	0	0
Capacité d'autofinancement	23 129	49 921	29 969
Variation des actifs et passifs circulants	1 550	29 729	10 073
Diminution (+) augmentation (-) des stocks	-10 204	-3 516	-4 978
Diminution (+) augmentation (-) des créances	11 572	5 318	3 305
Augmentation (+) diminution (-) des dettes et charges à payer	2 664	22 657	5 943
Augmentation (+) diminution (-) de l'impôt	-2 482	5 270	5 803
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	24 679	79 650	40 042
Opérations d'investissement			
Décaissements/acquisition immobilisations incorporelles	-1 014	-3 044	-1 675
Décaissements/acquisition immobilisations corporelles	-6 482	-11 394	-6 628
Subventions d'investissements encaissés	0	0	276
Encaissements/cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	122	9 802	233
Décaissements/acquisition immobilisations financières	-465	-738	-702
Encaissements/cession immobilisations financières	259	463	253
Trésorerie nette provenant des acquisitions de filiales	0	-10 253	-26
Trésorerie nette provenant des cession de filiales (1)	0	42 693	31 614
Flux de trésorerie provenant de l'investissement	-7 580	27 529	23 345
Augmentation de capital ou apports	0	205	205
Acquisitions d'actions propres	65	-9 772	0
Dividendes versés aux actionnaires de la maison mère	-6 091	-2 974	-2 985
Dividendes versés aux minoritaires	-751	-665	-1 100
Encaissements provenant d'emprunts	2 186	4 486	2 936
Remboursement d'emprunts	-79 241	-30 087	-8 907
Flux de trésorerie provenant du financement	-83 832	-38 807	-9 851
Incidence de la variation des taux de change	3 062	-3 123	2 487
Incidence de la variation des quasi-disponibilités	440	260	529
Augmentation (+) diminution (-) nette de la trésorerie globale	-63 231	65 509	56 552
Trésorerie au début de l'exercice	152 180	86 671	86 671
Trésorerie à la fin de l'exercice	88 949	152 180	143 223

Variation des capitaux propres consolidés et des intérêts minoritaires (en K€)

a) Au 30.09.2005

Capitaux Propres Groupe	Capital Prime d'émission	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Résultat de l'exercice	TOTAL
Situation au 31/03/2005	29 497	36 852	1 014	50 637	118 000
Variation du capital de l'entreprise consolidante	205	-	-	-	205
Affectation du résultat	-	47 652	-	(50 637)	(2 985)
Autres variations	-	28	-	-	28
Variation des écarts de conversion	-	319	(1 091)	-	(772)
Résultat au 30/09/2005	-	-	-	7 326	7 326
Situation au 30/09/2005	29 702	84 851	(77)	7 326	121 802

Intérêts minoritaires	Dans les capitaux propres	Dans le résultat	TOTAL
Situation au 31/03/2005	59 351	4 019	63 370
Affectation du résultat	2 919	(4 019)	(1 100) (1)
Résultat au 30/09/2005		8 395	8 395
Augmentation de capital	-	-	-
Variation du périmètre	445	-	445
Ecarts de conversion	(69)		(69)
Situation au 30/09/2005	62 646	8 395	71 041

(1) dividendes distribués par les sociétés intégrées

b) Au 31.03.2006

Capitaux Propres Groupe	Capital Prime d'émission	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Résultat de l'exercice	TOTAL
Situation au 31/03/2005	29 497	36 852	1 014	50 637	118 000
Variation du capital de l'entreprise consolidante	205	-	-	-	205
Actions propres ⁽¹⁾	(9 655)				(9 655)
Affectation du résultat	-	47 663	-	(50 637)	(2 974)
Autres variations	-	543	-	-	543
Variation des écarts de conversion	-	(806)	(1 401)	-	(2 207)
Résultat au 31/03/2006	-	-	-	17 640	17 640
Situation au 31/03/2006	20 047	84 252	(387)	17 640	121 552

(1) au 31 mars 2006, Faiveley SA détenait 349 115 de ses propres actions, soit 2,79% du capital social

Intérêts minoritaires	Dans les capitaux propres	Dans le résultat	TOTAL
Situation au 31/03/2005	59 350	4 019	63 369
Affectation du résultat	3 354	(4 019)	(665) ⁽¹⁾
Résultat au 31/03/2006		17 539	17 539
Augmentation de capital	-	-	-
Autres variations	312	-	312
Écarts de conversion	(913)		(913)
Situation au 31/03/2006	62 103	17 539	79 642

(1) dividendes distribués par les sociétés intégrées

c) Au 30.09.2006

Capitaux Propres Groupe	Capital Prime d'émission	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Résultat de l'exercice	TOTAL
Situation au 31/03/2006	20 047	84 252	(387)	17 640	121 552
Variation du capital de l'entreprise consolidante	-	-	-	-	-
Actions propres ⁽¹⁾	65				65
Affectation du résultat	-	11 549	-	(17 640)	(6 091)
Autres variations	-	2 032	(1 788)	-	244
Variation des écarts de conversion	-	-	1 166	-	1 166
Résultat au 30/09/2006	-	-	-	11 931	11 931
Situation au 30/09/2006	20 112	97 833	(1 009)	11 931	128 867

(1) au 30 septembre 2006, Faiveley SA détient 349 115 de ses propres actions, soit 2,79% du capital social

Intérêts minoritaires	Dans les capitaux propres	Dans le résultat	TOTAL
Situation au 31/03/2006	62 103	17 539	79 642
Affectation du résultat	16 788	(17 539)	(751) ⁽¹⁾
Résultat au 30/09/2006		7 796	7 796
Augmentation de capital	-	-	-
Variation du périmètre	-	-	-
Autres variations	152	-	152
Ecarts de conversion	599	-	599
Situation au 30/09/2006	79 642	7 796	87 438

(1) dividendes distribués par les sociétés intégrées

d) Composition du capital social

	2006 (31 mars)	Création	Remboursement	2006 (30 septembre)	Valeur Nominale	Dont à libérer
ACTIONS						
. Ordinaires	3 844 065	-	-	3 844 065	1	-
. Amorties	-	-	-	-	-	-
. A dividendes prioritaires	-	-	-	-	-	-
. A droit de vote double	8 685 520	-	-	8 685 520	1	-
TOTAL	12 529 585	-	-	12 529 585	1	-

II Annexe aux comptes consolidés

A. FAITS MARQUANTS

1. Simplification du périmètre du Groupe

Après cession du Pôle Plasturgie, Faiveley SA est une holding ne portant que des charges limitées, essentiellement au profit du périmètre Faiveley Transport, donc refacturées à ce dernier.

La consolidation des comptes au niveau de la tête de Groupe correspond donc à la seule activité Ferroviaire.

2. Plan de « stock options »

L'assemblée générale extra-ordinaire de Faiveley SA, qui s'est tenue le 27 Septembre 2005, a approuvé la mise en place d'un plan de « stock options » à servir par le rachat de 325 000 titres, rachat autorisé avec une valeur maximale de 180 euros.

Au 31 mars 2006, 316 205 titres ont été rachetés sur le marché et 217 280 options ont été attribuées à 37 bénéficiaires.

Durant le 1^{er} semestre 2006/07, 31 360 actions ont été attribuées à 6 salariés, portant le total de ce plan à 248 640 actions au 30 septembre 2006.

B. PRINCIPES ET METHODES DE CONSOLIDATION

1. Principes de présentation

Les états financiers consolidés intermédiaires au 30 septembre 2006 ont été préparés conformément à la norme IAS 34 « Etats Financiers intermédiaires ». S'agissant des comptes résumés, ils ne comportent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers annuels et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 mars 2006.

Les méthodes comptables et principes d'évaluation adoptés pour la préparation de ces états financiers semestriels sont conformes à ceux utilisés pour les comptes annuels du Groupe au 31 mars 2006.

Le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie, ainsi que tous les tableaux de l'annexe pour le semestre clos au 30 septembre 2005, présentés en information comparative, sont différents de ceux présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires au 30 septembre 2005. En effet, conformément à la norme IFRS 5, l'activité Plasturgie, cédée au 31 mars 2006, a été reclassé en « activité destinée à être cédée ».

2. Saisonnalité

Il existe un effet de saisonnalité lié aux vacances d'été impactant les ventes du 1^{er} semestre de l'exercice.

3. Périmètre et méthodes de consolidation

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Conformément à la norme IAS 27, le contrôle exclusif s'entend par la détention de plus de la moitié des droits de vote ou par tout autre moyen de contrôle de la société.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe FAIVELEY exerce un contrôle conjoint sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe FAIVELEY exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée établie lorsque le Groupe détient plus de 20% des droits de vote.

Les acquisitions ou cessions de société intervenues en cours d'exercice sont prises en compte dans les états financiers consolidés à partir de la date de prise ou jusqu'à la date de perte du contrôle effectif.

Les soldes bilantiels et transactions réciproques sont éliminés en totalité pour les sociétés intégrées.

Les sociétés du Groupe FAIVELEY qui sont consolidées sont répertoriées à la note E.1. La note E.2 détaille les sociétés qui ne sont pas consolidées en raison de leur poids non significatif dans les comptes du Groupe FAIVELEY.

4. Méthode de conversion

Conversion des éléments monétaires

Les transactions réalisées en devises étrangères sont converties aux cours des devises à la date de transaction lors de leur inscription dans les comptes. Lors des arrêtés comptables, le résultat de la conversion des soldes en devises au bilan aux cours de clôture est enregistré en résultat.

Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les comptes des filiales sont établis dans la monnaie la plus représentative de leur environnement économique, qualifiée de monnaie fonctionnelle conformément à la norme IAS 21.

Les états financiers des filiales étrangères ont été convertis en euros en utilisant les taux suivants :

- taux de clôture pour tous les postes du bilan
- taux moyen de l'exercice pour le compte de résultat

Les différences de conversion qui en résultent sont portées dans les réserves consolidées pour la part du Groupe et au poste d'intérêts minoritaires pour la part des tiers.

Taux de conversion retenus pour la consolidation

	Taux de clôture			Taux moyen		
	30.09.2006	31.03.2006	30.09.2005	30.09.2006	31.03.2006	30.09.2005
Bath thaïlandais	0.021021 €	0.021276 €	-	0.020853 €	0.020274 €	-
Couronne slovaque	-	-	0.025780 €	-	-	0.025774 €
Couronne suédoise	0.107762 €	0.106028 €	0.107219 €	0.107926 €	0.106954 €	0.107673 €
Couronne tchèque	0.035303 €	0.034971 €	0.033838 €	0.035256 €	0.033972 €	0.033430 €
Dollar américain	0.789889 €	0.826173 €	0.830427 €	0.790376 €	0.821224 €	0.806638 €
Dollar australien	0.588512 €	0.588339 €	0.631792 €	0.594193 €	0.618240 €	0.616408 €
Dollar Hong-Kong	0.101379 €	0.106470 €	0.107053 €	0.101749 €	0.105718 €	0.103689 €
Livre sterling	1.475579 €	1.435956 €	1.466383 €	1.461913 €	1.466065 €	1.468321 €
Real brésilien	0.362490 €	0.375559 €	0.375657 €	0.363997 €	0.353613 €	0.333461 €
Ren-Min-Bi-Yuan chinois	0.099934 €	0.103052 €	0.102623 €	0.098935 €	0.100873 €	0.098242 €
Roupie indienne	0.017139 €	0.018559 €	0.018898 €	0.017180 €	0.018557 €	0.018462 €
Won coréen	0.000835 €	0.000850 €	0.000797 €	0.000830 €	0.000811 €	0.000792 €
Zloty polonais	0.251807 €	0.253646 €	0.255200 €	0.253113 €	0.251597 €	0.245401 €

5. Date d'arrêté des comptes

Toutes les sociétés sont consolidées sur la base de comptes arrêtés au 30 septembre 2006.

6. La présentation du compte de résultat

Comptabilisation du chiffre d'affaires et du coût des ventes

Le chiffre d'affaires des contrats d'une durée inférieure à un an, essentiellement lié à la vente de produits manufacturés (« Customer Services »), est comptabilisé lors du transfert de propriété, qui intervient généralement lors de la livraison au client et/ou de la réalisation des prestations de services.

Le chiffre d'affaires des contrats dont la durée dépasse une année est reconnu selon la méthode de l'avancement conformément à la norme IAS 11. L'avancement est mesuré soit en rapportant le chiffre d'affaires facturé (livré) au chiffre d'affaires total du contrat, soit en rapportant les coûts engagés (prestations effectuées) au total des coûts estimés pour le contrat.

Le total des coûts estimés à terminaison inclut les coûts directs (comme la matière première, la main d'œuvre et l'ingénierie) relatifs aux contrats. Ces coûts comprennent les coûts engagés et les coûts à venir, y compris les coûts pour garantie et les coûts spécifiques relatifs aux risques considérés comme probables. Les provisions pour pertes à terminaison et autres provisions sur contrats sont enregistrées dans le compte de résultat consolidé sur la ligne « coût des ventes » dès lors que les coûts y afférant sont jugés comme probables lors de la revue des contrats.

Les incidences des modifications des conditions de réalisation des contrats ainsi que des modifications de marges à terminaison sont enregistrées dans le compte de résultat en coût des ventes sur l'exercice au cours duquel elles sont identifiées.

Les provisions pour garantie sont évaluées selon les termes contractuels et l'appréciation des risques compte tenu de la connaissance du secteur.

Résultat opérationnel courant

Il s'agit du résultat avant coûts de restructuration, gain ou pertes sur cession d'immobilisations corporelles et incorporelles et traitements comptables exceptionnels.

7. Immobilisations incorporelles

Ecart d'acquisition

Lors de chaque acquisition, le Groupe procède à l'identification et l'évaluation à leur juste valeur de l'ensemble des actifs et passifs acquis parmi lesquels figurent notamment les actifs incorporels et corporels, les marques, les stocks, les travaux en cours et l'ensemble des provisions pour risques et charges.

L'écart non affectable entre le prix de revient des titres de sociétés consolidées acquis et la juste valeur des actifs et passifs ainsi évalués est appelé « Ecart d'acquisition ». Lorsque cet écart est négatif, il est immédiatement reconnu en résultat. Lorsque cet écart est positif, il est inscrit au bilan.

Immobilisations incorporelles acquises séparément ou dans le cadre d'un regroupement d'entreprises

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont enregistrées au bilan à leur coût historique.

Les actifs incorporels (principalement des marques) résultant de l'évaluation des actifs des entités acquises, sont enregistrés au bilan à leur juste valeur, déterminée en général sur la base d'évaluations externes dès lors qu'elles sont significatives.

Les immobilisations incorporelles, à l'exception de celles à durée de vie indéfinie, sont amorties linéairement selon la durée de vie estimée de ces actifs, soit :

- Logiciels : amortis linéairement de 1 à 3 ans
- Brevets : amortis linéairement de 9 à 15 ans
- Frais de développement : amortis linéairement sur 3 ans, lorsqu'ils sont évalués à la juste valeur.

Immobilisations incorporelles générées en interne

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charge au moment où elles sont encourues.

Les dépenses de développement de nouveaux projets sont capitalisées dès lors que les critères suivants sont strictement respectés :

- le projet est nettement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et évaluables de façon fiable ;
- la faisabilité technique du projet est démontrée et le Groupe a l'intention et la capacité financière de terminer le projet et d'utiliser ou vendre les produits issus de ce projet ;
- il est probable que le projet développé générera des avantages économiques futurs qui bénéficieront au Groupe.

Les projets de développement capitalisés sont amortis linéairement sur 3 ans.

8. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur juste valeur lorsqu'elles ont été évaluées suite à une acquisition de titres de société consolidée. Les amortissements sont calculés au niveau des composants ayant des durées d'utilisation distinctes qui constituent ces immobilisations et correspondent en général aux durées d'utilité suivantes :

- | | |
|--|-------------|
| • Constructions | 15 à 25 ans |
| • Installations et agencements | 10 ans |
| • Matériels et équipements industriels | 5 à 20 ans |
| • Outillages | 3 à 5 ans |
| • Matériel de transport | 3 à 4 ans |
| • Mobiliers et matériels de bureau | 3 à 10 ans |

Contrats de location

Les biens acquis en location-financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens.

Les contrats de locations dans lesquels les risques et avantages ne sont pas transférés au Groupe sont classés en location simple. Les paiements au titre des locations simples sont comptabilisés en charge de façon linéaire sur la durée du contrat.

9. Dépréciation des actifs immobilisés

La valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une dépréciation est comptabilisée. Ce test est réalisé au minimum annuellement pour les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie, dont notamment les marques.

Les tests sont réalisés aux niveaux des Unités Génératrices de Trésorerie (ou UGT) auxquels ces actifs peuvent être affectés. Une UGT est un ensemble homogène d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs. La valeur d'utilité d'une UGT est déterminée par référence à la valeur des flux de trésorerie futurs actualisés attendus de ces actifs, dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévues par la Direction Générale du Groupe. Lorsque cette valeur est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur, affectée prioritairement aux écarts d'acquisition, est comptabilisée.

En cas d'indice de reprise de valeur, cette perte de valeur peut éventuellement être reprise dans la limite de la valeur nette comptable qu'aurait eu l'immobilisation à la même date si

elle n'avait pas été dépréciée. Les pertes constatées sur les écarts d'acquisition ont un caractère irréversible.

10. Actifs et passifs financiers

Au sens des normes IAS 32 et 39, les actifs et passifs financiers recouvrent les créances et dettes d'exploitation, les prêts et créances financières, les titres de participation dans des sociétés non consolidées, les placements, les emprunts et autres passifs financiers ainsi que les instruments dérivés.

A la date d'entrée au bilan, l'instrument financier est évalué à sa juste valeur, corrigée des frais d'émission :

- La juste valeur telle que définie par la norme correspond en général (voir cas particuliers ci-dessous) à la valeur de la transaction;
- Par frais d'émission, la norme entend l'ensemble des coûts accessoires directement attribuables à l'acquisition ou la mise en place des instruments financiers.

Les cas particuliers pour lesquels la juste valeur ne correspond pas à la juste valeur à l'entrée au bilan correspondent aux prêts, emprunts, créances et dettes d'exploitation non rémunérés ou assortis de taux bonifiés. Au cas présent, la juste valeur résulterait de l'actualisation au taux du marché majoré d'une prime de risque des flux de trésorerie liés à l'instrument financier.

Lors des arrêtés comptables ultérieurs, les actifs et passifs financiers sont comptabilisés soit selon la méthode du coût amorti, soit à leur juste valeur en fonction de la catégorie d'actifs ou de passifs à laquelle ils appartiennent.

Le traitement comptable des actifs et passifs financiers identifié est le suivant :

10.1 Créances et dettes d'exploitation

Conformément à la norme IAS 11, les en-cours sur contrats de construction sont assimilés à des créances clients.

Les créances douteuses ou litigieuses sont provisionnées dès lors qu'il devient probable que la créance ne pourra être recouvrée.

Dans le cadre d'un programme de cession de créances d'exploitation, une analyse sur le transfert des risques et avantages liés aux créances doit être menée au titre de l'IAS 39 (risque de crédit et risque de taux principalement) :

- Si l'essentiel des risques et avantages est cédé, les créances sont sorties du bilan en contrepartie de la trésorerie reçue ;
- Si l'essentiel des risques et avantages est conservé, les créances sont conservées au bilan en contrepartie de l'inscription d'une dette au passif; l'opération est traduite comptablement comme un emprunt garanti par des créances ;
- Si les risques et avantages relatifs à une portion de créances sont conservés, de la même manière que précédemment, les créances sont maintenues à l'actif à hauteur de cette portion.

10.2 Prêts et créances financières

Ces instruments financiers sont également comptabilisés au coût amorti. Ils font l'objet de tests de valeur recouvrable, effectués dès l'apparition d'indices indiquant que celle-ci serait inférieure à la valeur au bilan de ces actifs. La perte de valeur est enregistrée en résultat. Les reprises de valeur sont constatées également en résultat.

10.3 Titres de participation dans des sociétés non consolidées

Ces instruments sont analysés comme des actifs disponibles à la vente et sont donc comptabilisés à leur juste valeur. Pour les titres cotés, cette juste valeur correspond au cours de bourse. Concernant les titres non cotés pour lesquels la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, la valeur comptable correspond au coût historique.

Les variations de juste valeur sont enregistrées dans un compte dédié des capitaux propres. Ces montants sont transférés dans le compte de résultat lors de la cession des titres.

En cas d'indice objectif d'une dépréciation de l'actif financier (notamment baisse significative et durable de la valeur de l'actif), une provision pour dépréciation est constatée par le résultat. Cette dépréciation est irréversible dans le cas des titres non cotés. La reprise de provision est autorisée par les capitaux propres dans le cas de titres cotés.

10.4 Disponibilités, valeurs mobilières de placement et équivalent de trésorerie

Les disponibilités et valeurs mobilières de placement présentées au bilan comportent les montants en caisse, les comptes bancaires, les dépôts à terme de trois mois au plus ainsi que les titres négociables sur ces marchés officiels. Ces instruments court terme sont composés uniquement de OPCVM monétaires. Ils sont considérés par le Groupe comme des actifs financiers détenus à des fins de transaction et sont évalués à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Pour un investissement à court terme (échéance inférieure à 3 mois) et très liquide, on peut supposer que sa juste valeur est égale à son montant comptabilisé (intérêts capitalisés compris). En conséquence, il pourra être qualifié d'équivalent de trésorerie.

10.5 Emprunts et autres passifs financiers

Les emprunts et autres passifs financiers sont enregistrés au coût amorti.

10.6 Instruments dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés afin de gérer son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change de devises étrangères. Dans le cadre de sa politique de couverture, le Groupe a recours à des swaps de taux d'intérêt et de devises. Le Groupe peut également utiliser des contrats de futures, caps, floors, et options.

Risque de change

La gestion du risque de change comporte deux volets : le risque incertain et le risque certain.

- La gestion du risque de change lié aux appels d'offre en devises (risque incertain)

Le groupe Faiveley est amené à répondre à des appels d'offre libellés en devises. Les principales devises concernées sont le Dollar américain, la Livre sterling, le Yen, le Hong Kong Dollar, la couronne suédoise et le Renminbi. Afin de se couvrir, la Trésorerie du Groupe utilise principalement des options de change.

- La gestion du risque de change lié aux contrats commerciaux (risque certain)

Les contrats commerciaux en devises (le plus souvent des appels d'offres remportés) font l'objet d'une couverture systématique auprès de la Trésorerie du Groupe dès l'engagement contractuel. Les instruments dérivés utilisés sont principalement des achats et ventes à terme, des swaps de change et des options.

Risque de taux

Afin de gérer son risque de taux sur emprunt, la Trésorerie du Groupe négocie des swaps ou des caps. Elle peut être amenée à utiliser également des instruments structurés qui ne sont pas qualifiés comptablement de couverture.

Règles générales de comptabilisation des instruments dérivés

Par nature, les dérivés sont des actifs ou des passifs évalués à la juste valeur avec la variation de juste valeur enregistrée en résultat. Il existe des cas dérogatoires à ce principe général dans le cadre des opérations de couverture.

Dans la pratique, les instruments financiers dérivés que le groupe Faiveley ne qualifie pas de couverture sont les suivants :

- options de change couvrant des appels d'offre,
- swap de taux structurés.

11. La comptabilité de couverture

L'objectif de la comptabilité de couverture est de neutraliser la variabilité dans le compte de résultat relative à la variation de la juste valeur des instruments financiers. Toutefois, la neutralisation de cette variabilité n'est autorisée que sous réserve notamment:

- de la mise en place d'une documentation précise,
- de la réalisation de tests prouvant l'efficacité de la relation de couverture.

Lorsque les critères sont remplis, la norme IAS 39 prévoit trois catégories comptables de couverture :

- La couverture de juste valeur qui permet de couvrir les variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non reconnu, attribuables à un risque particulier et qui pourraient avoir des impacts sur le compte de résultat. Par exemple, les opérations de change à terme et les swaps de change qui couvrent les engagements certains libellés en devises étrangères sont considérés comme des couvertures de juste valeur.

Dans une relation de couverture de juste valeur, le gain ou la perte généré par la revalorisation de l'instrument de couverture à la juste valeur (pour un instrument dérivé) ainsi que le gain ou la perte généré par la conversion du montant en devises de l'instrument de couverture (pour un instrument non dérivé) doivent être reconnus en résultat.

- La couverture de flux de trésorerie consiste à couvrir la variabilité des flux de trésorerie qui est attribuable à un risque particulier attaché à un actif ou un passif reconnu (comme les flux d'intérêts d'une dette à taux variable) ou à une transaction future hautement probable et qui peut affecter le compte de résultat. Dans une couverture de flux de trésorerie, la société est exposée à une variable (par exemple un prix, un coût, un taux d'intérêt, un taux de change ou un indice) et

l'instrument de couverture protège la société en fixant cette variable. C'est le contraire d'une couverture de juste valeur qui protège contre le risque créé par des prix, des coûts, des taux ou des indices fixes.

Dans la pratique, le groupe Faiveley a qualifié de couvertures de flux de trésorerie les caps négociés pour couvrir les charges d'intérêt futures relatives à l'emprunt à taux variable.

Pour une couverture de flux de trésorerie, la portion du gain ou de la perte sur l'instrument de couverture considérée comme efficace est différée dans un compte dédié des capitaux propres puis recyclée en résultat une fois que l'élément couvert affecte le compte de résultat. La portion de gain ou de perte considérée comme inefficace est constatée directement dans le résultat.

- Les couvertures d'investissement net dans une filiale étrangère : la variation de juste valeur de la part efficace de l'instrument de couverture (instruments dérivés de change ou dettes en devises) est différée dans les capitaux propres jusqu'à la cession de l'investissement net.

12. Stocks et travaux en-cours

Les stocks et en-cours comprennent matières premières, en cours de production et produits finis. Ils sont évalués au plus bas de leur prix de revient ou de leur valeur de réalisation nette estimée.

Les matières premières sont évaluées au prix d'achat moyen pondéré.

Les en-cours de production et les produits finis sont valorisés à leur prix de revient.

Des dépréciations sont constituées pour tenir compte des risques d'obsolescence.

13. Actifs non courants destinés à être cédés et aux abandons d'activité

Conformément au référentiel IFRS, le total des actifs et passifs destinés à être cédés est présenté distinctement au bilan sans compensation. Le résultat net après impôt des activités abandonnées figurent sur une ligne unique dans le compte de résultat.

Les immobilisations destinées à la vente ne sont plus amorties. Elles sont évaluées au plus faible de la valeur nette comptable et de leur juste valeur nette des frais de cession.

14. Actions propres

Les actions de la société mère Faiveley S.A. détenues par les filiales ou par elle-même, sont portées en diminution des capitaux propres consolidés. Les résultats de cession réalisés sur ces titres sont exclus du résultat net et sont imputés en capitaux propres.

15. Provisions pour risques et charges

15.1 Provisions pour retraite et autres engagements envers les salariés

Selon les lois et usages de chaque pays, le Groupe Faiveley participe à des régimes de retraites, prévoyance, frais médicaux et indemnités de fin de carrière, dont les prestations dépendent de différents facteurs tels que l'ancienneté, le salaire et les versements effectués à des régimes généraux obligatoires.

Ces régimes peuvent être à cotisations définies ou à prestations définies.

Avantages postérieurs à l'emploi – prestations définies

Après leur départ à la retraite, les salariés du Groupe perçoivent des prestations (rentes ou indemnités) qui sont financées par certaines sociétés du Groupe. Ces régimes à prestations définies concernent principalement le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France et l'Italie.

Au Royaume-Uni et en Allemagne, ces régimes concernent principalement des plans de retraites supplémentaires.

En France, la législation octroie aux salariés une indemnité de fin de carrière dont le montant varie en fonction de la convention collective, de l'ancienneté et du salaire final. Cette indemnité est payée par l'employeur au moment du départ à la retraite.

En Italie, la législation prévoit le versement par les sociétés du « *Trattamento di fine rapporto* » ou TFR au profit des salariés. Il est financé par une cotisation de 7,4 % à la charge de l'employeur et est accumulé de manière à offrir une indemnité au salarié au moment de son départ de l'entreprise.

Les engagements relatifs à ces régimes sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetées, sur la base d'hypothèses actuarielles (telles que le taux d'actualisation, le taux de progression des salaires, les tables de mortalité...).

Au Royaume-Uni, les engagements sont préfinancés par des actifs de régimes.

Les écarts actuariels (dus aux changements d'hypothèses et aux écarts d'expérience) sont comptabilisés selon la méthode du corridor. Ils sont amortis sur la durée résiduelle moyenne d'activité pour leur partie excédant 10% du maximum entre le montant de l'engagement et la valeur des actifs de régime.

Avantages postérieurs à l'emploi – cotisations définies

Les cotisations à un régime à cotisations définies sont comptabilisées en charge dans l'exercice où elles sont encourues.

Autres avantages à long terme

Les autres avantages à long terme concernent principalement l'Allemagne (primes de jubilé et régimes de pré-retraite) et la France (médailles du travail).

Pour ce type de régimes, les écarts actuariels sont comptabilisés en résultat de l'exercice dans lequel ils sont survenus.

La charge nette liée aux engagements de retraite et avantages similaires est ventilée en coût des ventes et en frais de structure en fonction de la répartition des effectifs de la société.

15.2 *Autres provisions pour risques et charges*

Conformément à la norme IAS 37, le Groupe Faiveley comptabilise une provision lorsqu'il a une obligation vis-à-vis d'un tiers, lorsque la perte ou le passif est probable et peut être raisonnablement évalué. Au cas où cette perte ou ce passif n'est ni probable, ni ne peut être raisonnablement évalué mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans les engagements hors-bilan.

Ces provisions sont déterminées au mieux de la connaissance des risques encourus, de leur caractère probable et sont affectées à des risques précis. Elles couvrent en particulier :

- des dépenses probables de service après-vente correspondant aux garanties mécaniques ;
- des dépenses probables à engager dans le cadre des garanties contractuelles au titre de risques industriels. L'appréciation du montant des provisions à constituer est basée sur la complexité technique des produits, leur caractère innovant, l'éloignement géographique... ;
- des risques pour litiges ;
- des pertes à terminaison pour la partie excédent les sommes dues par les clients ;
- des coûts de restructuration dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution.

Ces provisions sont actualisées dès lors que l'impact est significatif et évaluable de façon fiable.

16. Impôts différés

Les impôts différés reflètent les différences dans le temps entre la comptabilisation des charges et produits dans le résultat consolidé et leur prise en compte dans le résultat fiscal, ainsi que la fiscalité latente afférente aux réévaluations effectuées lors des acquisitions.

Ils reflètent également les différences temporaires dégagées par certains retraitements de consolidation, réalisés en vue d'harmoniser les règles d'évaluation des comptes des différentes filiales.

Les impôts différés sont calculés à partir de la méthode du report variable qui tient compte pour le calcul des conditions d'imposition connues à la fin de l'exercice.

Les actifs d'impôts différés sur les reports déficitaires sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que le Groupe réalisera des bénéfices imposables l'exercice suivant sur lesquels les pertes fiscales non utilisées pourront être imputées.

17. Résultat dilué par action

Le résultat net par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat net dilué par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant l'exercice augmenté du nombre d'actions qui résulterait de la levée des options de souscriptions d'actions.

18. Information sectorielle

Suite à la cession de l'activité Plasturgie au 31 mars 2006, l'information sectorielle est basée sur l'activité Ferroviaire et est présentée dans la note 14 du SC.

19. Mécanismes spécifiques liés à l'actionnariat de Faiveley Transport

Les actions de capital de Faiveley Transport sont divisées en deux catégories :

- les actions « A » détenues par Faiveley SA (61,7 %) et Sagard (35,9%) ;
- les actions « B » détenues par Faiveley Management SAS et par des dirigeants et des personnes physiques qui ont investi directement (2,4%).

Les actions A confèrent à leurs détenteurs un droit prioritaire sur toute distribution jusqu'au remboursement de leurs apports, soit 276 M€, et un dividende prioritaire cumulatif annuel de 10% des capitaux investis. A défaut d'obtenir ce montant prioritaire sous forme de versement de dividendes, les statuts de Faiveley Transport prévoient que cette condition puisse également être satisfaite lors d'une cession de la part du ou des porteurs d'actions A, d'une fusion ou d'une introduction en Bourse donnant une rémunération similaire. En contrepartie, si et lorsque les droits prioritaires des actions A seront entièrement servis, celles-ci seront converties en actions B sur la base de 5,796 actions A pour 1 action B (toutes les actions devenant des actions ordinaires de la société Faiveley Transport suite à cette conversion).

Par ailleurs, Faiveley Management SAS a également souscrit à des bons de souscription d'actions (les « BSA ») lui donnant droit de souscrire à un nombre supplémentaire d'actions B pour un prix d'exercice de 400 euros par action nouvelle. L'exercice de ces BSA confère, dans le cas de performances permettant d'atteindre pour Faiveley SA et Sagard un taux de rendement interne supérieur à 30 %, jusqu'à 8,8 % du capital de Faiveley Transport au maximum, sur une base totalement diluée. Cet exercice des BSA est également conditionné par la survenance d'une liquidité de la participation de Faiveley SA ou de Sagard.

Les mécanismes de conversion des actions A en actions B et les bons de souscriptions d'actions émis au profit de Faiveley Management SAS ouvrent ainsi la possibilité d'une dilution à terme de la détention de Faiveley SA dans Faiveley Transport (voir tableau §18.3).

19.1 Traduction comptable des mécanismes liés à l'actionnariat

La conversion des actions A en actions B et les bons de souscription d'actions étant des instruments de capitaux propres, il convient, selon la norme IFRS 2, d'en évaluer le coût pour Faiveley Transport. Compte tenu de la visibilité acquise aujourd'hui sur l'intégration du Groupe Sab Wabco, les conséquences d'une conversion des actions A en actions B peuvent être valorisées au 30 septembre 2006. En revanche, ce n'est pas le cas s'agissant des conséquences résultant d'un éventuel exercice des bons de souscription, qui ne peuvent être valorisées et comptabilisées que lorsque les bons de souscription seront exerçables (ce qui n'est pas le cas au 30 septembre 2006).

Il est à noter que le montant comptabilisé dans le résultat opérationnel courant au 30 septembre 2006 conformément aux normes comptables est celui mesuré à la date de mise en place des mécanismes liés à l'actionnariat.

19.2 Comptabilisation de l'impact de la conversion des actions A en actions B dans les comptes consolidés au 30 septembre 2006

L'évaluation de cet impact a été réalisée par KPMG en mars 2006. Cette évaluation doit être faite avec les paramètres connus à la date à laquelle le mécanisme a été mis en place, soit le 16 novembre 2004. La charge comptable doit être étalée sur la durée probable de détention des actions A.

Dans le cas présent, la conversion des actions A en actions B aurait lieu à l'occasion de la sortie de Sagard. Compte tenu des modalités négociées entre Faiveley SA et Sagard à l'origine, la durée de 4 ans a été retenue.

Il en ressort un impact comptable global de 3,2 M€. au 31 mars 2006, une charge étalée (non monétaire) de 0,8 M€ a été comptabilisée en résultat opérationnel courant dans les comptes consolidés de Faiveley Transport. L'étalement de cette charge s'est poursuivie au 30 septembre 2006 à hauteur de 0,4 M€ selon le même traitement comptable.

19.3 Impact économique possible des mécanismes liés à l'actionnariat

L'impact dilutif potentiel de la conversion des actions A en actions B et de l'exercice éventuel des bons de souscription d'actions est variable et dépend du taux de rendement interne qui sera réalisé par Faiveley SA et Sagard à la survenance d'une liquidité du titre, donc dépend de la valeur de Faiveley Transport qui sera constatée à cette date.

Cet impact ne peut-être appréhendé qu'à travers l'enveloppe constituée par différents scénarios, selon le tableau ci-dessous :

- Détention actuelle de Faiveley SA dans Faiveley Transport : 61.7 %
- Hypothèses :
 - valorisation de 100% des titres Faiveley Transport
 - date de survenance d'une liquidité de la participation de Faiveley SA ou Sagard dans Faiveley Transport

Détention de Faiveley SA dans Faiveley Transport après conversion des actions A en actions B et exercice éventuel de BSA :

Valeur 100% titres Faiveley Transport en M€	500	600	700	800	900	1 000
3 ans	60,0 %	58,7 %	57,2 %	55,9 %	54,9 %	54,0 %
4 ans	60,4 %	59,6 %	58,6 %	57,6 %	56,7 %	55,7 %
5,5 ans	61,2 %	60,2 %	59,5 %	59,0 %	58,3 %	57,7%

19.4 Comptabilisation des intérêts minoritaires

Compte tenu du caractère maintenant probable de la conversion des actions A, donc du versement des dividendes prioritaires aux porteurs d'actions A, l'intérêt minoritaire du management dans les résultats de Faiveley Transport est reconnu depuis le 31 mars 2006, soit 2,44%.

19.5 Résultat dilué par action

Compte tenu des variables mentionnées ci-dessus, le résultat dilué par action au titre des mécanismes liés à l'actionnariat de Faiveley Transport ne peut-être calculé précisément.

C. NOTES ET TABLEAUX COMPLEMENTAIRES (EN MILLIERS D'EUROS)

1. Ecart d'acquisition et autres immobilisations incorporelles

	Brut 01/04/2006	Variation de périmètre	Acquisitions	Cessions	Autres Mouvements	Brut 30/09/2006
Ecart d'acquisition	241 537		-	-	(1 864)	239 673
Frais d'établissement et de recherche	4 448	-	321	(57)	294	5 006
Concessions, brevets, licences	33 159	-	532	(15)	39	33 715
Fonds de commerce	16	-	-	-	-	16
Autres immobilisations incorporelles	2 059	-	161		(189)	2 031
TOTAL	281 219	-	1 014	(72)	(1 720)⁽¹⁾	280 441⁽²⁾

(1) Dont (1 865) K€ concernant la diminution de l'écart d'acquisition Sab Wabco liée à l'économie d'impôt réalisée sur la filiale Faiveley Transport Amiens au 30 septembre 2006. L'impact concernant les écarts de change est de (33) K€ et les virements de poste à poste de 178 K€.

(2) Dont Ferroviaire : 280 324 K€

et dont écart d'acquisition affecté : - Marques et brevets : 20 000 K€
- Frais de développement : 962 K€

Evolution du net :

	Brut	Amortissements	30/09/2006 net	31/03/2006 net
Ecart d'acquisition	239 673	-	239 673	241 537
Frais d'établissement et de recherche	5 006	(1 233)	3 773	3 813
Concessions, brevets, licences	33 715	(11 621)	22 094	22 009
Fonds de commerce	16	-	16	16
Autres immobilisations incorporelles	2 031	(975)	1 056	1 071
TOTAL	280 441	(13 829)⁽¹⁾	266 612	268 446

(1) Dont Ferroviaire : (13 718) K€.

2. Détail des écarts d'acquisition non affectés

	Valeur brute	Impairment	30/09/2006	31/03/2006
PÔLE FERROVIAIRE	239 673	-	239 673	241 537
TOTAL	239 673	-	239 673	241 537

3. Immobilisations corporelles

	Brut 01/04/2006	Variation de périmètre	Acquisitions	Cessions	Autres Mouvements	Brut 30/09/2006
Terrains	4 993	-	172	(33)	(6)	5 126
Constructions	59 221	-	170	-	621	60 012
Installations	96 741	-	1 720	(371)	231	98 321
Autres immobilisations corporelles	32 005	-	1 382	(73)	186	33 500
Immobilisations en cours	2 319	-	2 996	-	(1 401)	3 914
TOTAL	195 279	-	6 440	(477)	(368) ⁽¹⁾	200 873 ⁽²⁾

(1) Dont (189) K€ liés aux écarts de change et (178) K€ liés aux virements de poste à poste.

(2) Dont Ferroviaire : 200 477 K€

et dont écarts d'évaluation :

- Terrains	1 070
- Constructions	2 818
- Installations techniques	1 019

	4 907

Evolution du net :

	Brut 30/09/2006	Amortissement et provisions	30/09/2006 net	31/03/2006 net
Terrains	5 126	(201)	4 925	4 799
Constructions	60 012	(39 792)	20 220	20 670
Installations techniques	98 321	(84 435)	13 886	14 953
Autres immobilisations corporelles	33 498	(26 086)	7 412	7 396
Immobilisations en cours	3 916	-	3 916	2 319
TOTAL	200 873	(150 514) ⁽¹⁾	50 359	50 137

(1) Dont Ferroviaire : (150 122) K€

Immobilisations acquises en crédit bail

Le détail des immobilisations acquises en crédit-bail et compris dans les immobilisations ci-dessus est le suivant :

	Brut	Amortissement	30/09/2006 Net	31/03/2006 Net
Terrains	854	-	854	854
Constructions	9 070	(5 078)	3 992	3 363
Installations techniques	354	(194)	160	179
TOTAL	10 278	(5 272)	5 006 ⁽¹⁾	4 396 ⁽²⁾

(1) dont Ferroviaire : 5 006 K€

(2) dont Ferroviaire : 4 396 K€

4. Amortissements et provisions

	Montant au 01/04/2006	Variation de périmètre	Dotations	Impairment	Diminutions /Autres Mouvements	Montant au 30/09/2006
Ecart d'acquisition	-	-	-	-	-	-
Frais d'établissement et de recherche	635	-	562	-	36	1 233
Concession, brevets, licence	11 150	-	534	-	(63)	11 621
Fonds de commerce	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	988	-	124	-	(137)	975
Terrains	194	-	7	-	-	201
Constructions	38 551	-	1 299	-	(58)	39 792
Installations techniques	81 788	-	2 872	96	(321)	84 435
Autres immobilisations corporelles	24 609	-	1 475	-	1	26 085
TOTAL	157 915	-	6 873	96	(541) ⁽¹⁾	164 343 ⁽²⁾

(1) Dont (109) K€ liés aux écarts de conversion et (432) K€ liés à des sorties d'immobilisations.

(2) Dont Ferroviaire : 163 840 K€.

5. Immobilisations financières

	Brut au 01/04/2006	Variation de périmètre	Acquisitions	Cessions	Autres Mouvements	Brut au 30/09/2006
Titres de participation des sociétés non consolidées	864	-	-	-	(23)	841
Titres des sociétés mises en équivalence	1 791	-	-	-	26	1 817
Autres immobilisations financières	10 399	-	455	(183)	(14)	10 657
TOTAL	13 054	-	455	(183)	(11) ⁽¹⁾	13 315 ⁽²⁾

(1) Dont (49) K€ liés aux écarts de conversion et 38 K€ liés à des virements de poste à poste.

(2) Dont Ferroviaire : 12 616 K€.

Echéancier des autres immobilisations financières:

	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	TOTAL 30/09/2006	TOTAL 31/03/2006
Autres titres immobilisés	301	0	301	300
Prêts	855	627	1 482	1 500
Dépôts et garanties versés	1 642	74	1 716	1 889
Créances financières diverses	7 149	6	7 155	6 710
TOTAL	9 947	707	10 654	10 399

Evolution du net :

	Brut	Dépréciation	30/09/2006 net	31/03/2006 net
Titres de participation des sociétés non consolidées	841	(651)	190	224
Titres des sociétés mises en équivalence	1 817	-	1 817	1 791
Autres immobilisations financières	10 657	(1 281)	9 376	9 286
TOTAL	13 315	(1 932) ⁽¹⁾	11 382	11 301

(1) Dont Ferroviaire : (1 932) K€

6. Stocks

	Brut	Dépréciation	30/09/2006 net	31/03/2006 net
Matières premières	73 355	(17 047)	56 308	50 467
En-cours de production	25 046	(663)	24 383	20 551
Produits finis	17 453	(1 230)	16 224	16 588
Marchandises	4 916	(399)	4 517	4 568
TOTAL	120 770	(19 338)	101 432	92 175

7. Créances courantes

7.1 Créances d'exploitation

	Brut	Dépréciation	30/09/2006 net	31/03/2006 net
En-cours sur projets	17 489	-	17 489	16 436
Clients et comptes rattachés	119 072	(4 366)	114 707	136 119
Provisions pertes à terminaison	(7 661)	-	(7 661)	(7 783)
Fournisseurs – Avoirs à recevoir	54	-	54	151
Créances sociales et fiscales	16 158	-	16 158	11 843
Charges constatées d'avance	4 498	-	4 498	6 597
Produits à recevoir	4 271	-	4 271	300
TOTAL	153 881	(4 366)	149 516	163 663

7.2 Autres créances

	Brut	Dépréciation	30/09/2006 net	31/03/2006 net
Dividendes à recevoir	-	-	-	-
Autres créances	3 354	(319)	3 035	2 026
Charges à répartir	-	-	-	-
TOTAL	3 390	(319)	3 035	2 026

8. Impôts différés

	Impôts différés ACTIF	Impôts différés PASSIF
Provisions sur stocks	1 356	237
Provisions clients et autres créances	1 539	101
Provisions sur contrats	6 766	1 360
Provisions pour restructuration	567	-
Provisions pour départs en retraite et médailles du travail	3 259	262
Méthode à l'avancement (IAS 11)	-	738
Capitalisation des coûts de développement	-	1 231
Marque Sab Wabco	-	5 600
Retraitements norme IAS 32-39	-	1 246
Reconnaissance des produits d'impôt liés aux pertes fiscales reportables	2 229	-
Autres provisions et retraitements	2 903	2 089
Elimination des marges en stock (Intra-groupe)	1 505	-
Retraitement des crédit-baux	61	321
Retraitement des provisions réglementées	-	570
TOTAL IMPOTS DIFFERES	20 185	13 755

Au 30 septembre 2006, le montant des impôts différés actifs relatifs à des déficits fiscaux et non reconnus en raison de leur risque d'irrecouvrabilité s'élève à 19,3 M€.

9. Détail des provisions pour risques et charges

9.1 Provisions Passif non courant :

	Montant 01/04/2006	Variation de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres Mouve- ments	Montant 30/09/2006
Provisions pour départ en retraite & avantages aux salariés	43 675		977	(230)	(57)	451	44 816
Provision pour charges	7 298		12		(1 140)	(594)	5 576
TOTAL	50 973		989	(230)	(1 197)	(143)⁽¹⁾	50 392

(1) Dont écarts de change : 406 K€ et virements de poste à poste : (549)K€

Provisions pour retraites :

Les provisions pour retraite sont calculées selon la méthode des unités de crédit projetées et sont déterminées à l'aide des hypothèses exposées ci-après, l'intégralité des écarts actuariels générés depuis la création du plan et jusqu'à la date d'entrée de périmètre de SAB WABCO, soit le 15 novembre 2004, ayant été retenue dans le bilan d'ouverture (« mise à zéro du corridor ») .

Selon les pays, les taux utilisés sont dans les fourchettes suivantes :

- Taux d'actualisation : 4,00 % à 5,40 %
- Taux d'inflation : 1,50 % à 2,90 %
- Taux d'augmentation des salaires : 2,00 % à 4,40 %
- Taux de rentabilité des fonds investis : 4,75 % à 5,70 %

Au 30 septembre 2006, une provision à hauteur de 50% a été provisionnée en fonction de l'estimation de la charge de l'exercice 2006/2007

9.2 Provisions Passif courant :

	Montant 01/04/06	Variation de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres Mouve- ments	Montant 30/09/06
Provisions pour pénalités	9 845	-	876	(1 165)	(1 016)	602	9 142
Provisions pour SAV et garanties	40 653	-	8 154	(6 109)	(3 737)	(80)	38 881
Provision pour pertes à terminaison	1 474	-				881	2 355
Total provisions sur contrats	51 972	-	9 030	(7 274)	(4 753)	1 403	50 378
Provisions pour risques filiales	-	-	-	-		-	-
Provisions pour restructuration	7 833	-	-	(973)	(965)	12	5 907
Provisions pour risques divers	3 664	-	2	(128)	(366)	(130)	3 043
Total autres provisions	11 498	-	2	(1 101)	(1 331)	(118)	8 950
TOTAL	63 470	-	9 032	(8 375)	(6 084)	1 285 ⁽¹⁾	59 328

(1) Dont écarts de change : (145) K€ et virements de poste à poste : 1 430 K€.

10. Emprunts et dettes financières

Au titre de la convention de crédit relative à l'acquisition de Sab Wabco, Faiveley Transport doit respecter trois covenants ou contraintes financières.

- Ratio de levier « Dette nette consolidée/Résultat d'exploitation + dotations aux amortissements consolidés » : le Groupe serait en défaut pour un ratio supérieur à 2,4. Au 30 septembre 2006, le ratio est de 0,65.
- Ratio de structure Dette/Capitaux propres : le Groupe serait en défaut pour un ratio supérieur à 1,5. Au 30 septembre 2006, le ratio est de 0,22.
- Le total des garanties bancaires ne doit pas excéder 20% du Chiffre d'affaires consolidé. Au 30 septembre 2006, ce ratio est de 17,6%

Le non respect d'un de ces covenants pourrait rendre la dette restante exigible.

a) *Détail dettes financières à Long-terme*

	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	TOTAL 30/09/2006	TOTAL 31/03/2006
Emprunts	105 416	86	105 502	175 027
Crédit bail	1 385	2 401	3 786	3 291
Participation des Salariés	260	-	260	147
Dettes financières diverses	2 042	-	2 042	2 328
TOTAL	109 103	2 487	111 590	180 792

b) *Détail dettes financières à Court-terme*

	TOTAL 30/09/2006	TOTAL 31/03/2006
Emprunts	30 290	37 051
Crédit bail	247	98
Participation des Salariés	65	65
Dettes financières diverses	935	893
Dépôts et cautionnements reçus	21	20
Comptes courants créditeurs	2 020	3 524
Concours bancaires	2 136	1 188
Instruments de trésorerie (solde créditeur)	-	-
Juste valeur de marché des dérivés	1 455	995
Factures factorisées et non couvertes	4 281	6 639
TOTAL	41 450	50 473

c) Calcul de l'endettement financier net :

	Au 30/09/2006	Au 31/03/2006
Dettes financières à Long-terme	111 590	180 792
Dettes financières à Court-terme	33 579	41 651
Concours bancaires	2 136	1 188
Factures factorisées et non couvertes	4 281	6 639
Total Dettes Financières (a)	151 586	230 270
Créances rattachées à des participations	5 050	5 050
Prêts	1 292	1 310
Dépôts et cautionnement versés	1 757	1 958
Créances financières diverses	1 014	743
Comptes courants	6	91
Total créances financières nettes (b)	9 119	9 152
Disponibilités (c)	95 366	160 007
ENDETTEMENT NET (a-b-c)	47 101	61 111
Capitaux Propres	216 305	201 194
Ratio endettement net / Capitaux Propres	N/A	30.4%
Chiffre d'affaires	270 869	568 896
Ratio endettement net / Chiffre d'affaires	N/A	10.7%

En terme économique, l'endettement net doit être réduit de la valeur des actions détenues en auto-contrôle, qui est déduite des capitaux propres et du poste Valeurs Mobilières de Placement en IFRS. Les montants sont de 10.3 M€ au 30 septembre 2006 et 9,3 M€ au 31 mars 2006.

11. Instruments financiers

Les engagements hors bilan au 30 septembre 2006 liés aux activités du groupe se décomposent de la façon suivante :

Couverture des risques de taux

Faiveley Transport a mis en place un achat de cap afin de se protéger contre une hausse des taux d'intérêt.

Les caractéristiques de de cap sont les suivantes :

Montant à l'origine : 160 M€

Montant au 30/09/2006 : 119,16 M€

Amortissement semestriel de 8,5% du montant d'origine

Prix d'exercice : 2,70%

Date de départ : 01 mars 2005

Date de maturité : 01 mars 2008

Indice de référence : Euribor 3 mois

Faiveley SA a mis en place une couverture de taux pour ses lignes de crédit confirmées. Ce swap n'a pas été annulé à la suite de la renonciation définitive à ces lignes. Il subsiste dans ses livres de Faiveley SA un swap 3,47% désactivant à 5,25. Ce produit dérivé de taux n'est pas qualifié de couverture. Sa valeur de marché au 30 septembre 2006 est de 6,4 KEUR. Ce swap arrive à échéance le 30/04/2007.

Exposition aux risques de change

Vente à terme couvrant des opérations commerciales au 30/09/2006

	En K Euros	En K devises
Franc suisse	451	713
Dollar US	24 344	31 108
Livre anglaise	65 394	44 867
Couronne tchèque	106	3 000
Couronne suédoise	8 615	79 443
TOTAL	98 910	

Achat à terme couvrant des opérations financières et commerciales au 30/09/2006

	En K Euros	En K devises
Franc suisse	449	713
Dollar US	2 289	2 959
Livre anglaise	15 009	10 528
Couronne suédoise	97 480	898 846
Dollar Hong-Kong	798	7 895
TOTAL	116 025	

Opérations optionnelles au 30/09/2006

	Achat de Put en K devises	Vente de Put en K devises	Vente de Call en K devises
Dollar US	7 650	-	14 854
Contre-valeur en K €	6 000		12 000
Livre anglaise	6 765	29 434	3 350
Contre-valeur en K €	10 000	43 000	5 000
Couronne suédoise	-	93 600	-
Contre-valeur en K €	-	10 000	-
Franc suisse	3 156	-	3 120
Contre-valeur en K €	2 000	-	2 000

12. Dettes courantes

12.1 Dettes d'exploitation

	TOTAL 30/09/2006	TOTAL 31/03/2006
Fournisseurs et comptes rattachés	92 005	98 894
Dettes fiscales et sociales	34 670	33 552
Clients – Avoirs à établir	1 758	2 616
Produits constatés d'avance	1 475	634
Charges à payer	4 645	4 022
TOTAL	134 553	139 718

12.2 Autres dettes

	TOTAL 30/09/2006	TOTAL 31/03/2006
Fournisseurs d'immobilisations	369	412
Dividendes à payer	483	55
Autres dettes d'exploitation	2 107	2 680
TOTAL	2 959	3 146

13. Affacturage

Pour financer une partie de son besoin en fonds de roulement, les sociétés Faiveley Transport SA, Faiveley Transport Amiens et Faiveley Transport Italia pratiquent la mobilisation de créances.

Au 30 septembre 2006, les cessions de créances réalisées auprès des différents factors a eu pour effet de réduire le poste « Clients » de 32 556 K€. Par ailleurs, le montant du cash disponible et non appelé s'élève à 39 655 K€ et figure en disponibilités. En revanche, la part des créances cédées et non garanties a été portée en dette financière sur la ligne « Emprunts et dettes financières à court-terme » pour un montant de 4 281 K€.

14. Informations sectorielles

a) Chiffre d'affaires par secteur d'activité et par zone géographique

	30 septembre 2006	30 septembre 2005	31 mars 2006
Ferroviaire	270 823	269 125	568 623
Divers	46	21	273
TOTAL	270 869	269 146	568 896
France	62 287	60 720	132 370
Etranger	208 582	208 426	436 526
TOTAL	270 869	269 146	568 896

b) Résultat d'exploitation par secteur d'activité

	30 septembre 2006	30 septembre 2005	31 mars 2006
Ferroviaire	32 847	29 300	69 302
Plus-value de dilution et cession des titres consolidés	-	-	-
Divers	(389)	(416)	(865)
TOTAL	32 458	28 884	68 437
France	7 736	3 030	10 066
Etranger	24 722	25 854	58 371
TOTAL (1)	32 458	28 884	68 437

(1) Dont : - charges de personnel : 69 511 K€ (73 626 K€ au 30/09/2005 et 137 725 K€ en 2005/2006)
- frais de recherche : 5 633 K€ (4 960 K€ au 30/09/2005 et 11 296 K€ en 2005/2006)

15. Autres revenus et charges courants

	30 septembre 2006	30 septembre 2005	31 mars 2006
Royalties	993	1 146	1 591
Créances douteuses	81	635	123
Variation des provisions pour risques (hors provisions sur contrats)	1 492	1 195	365
Remboursement assurances	85	205	225
Autres revenus (charges)	(313)	(347)	1 798
TOTAL	2 338	2 834	4 102

16. Détail résultat financier

a) Charges financières :

	30 septembre 2006	30 septembre 2005	31 mars 2006
Frais financiers sur emprunts et dettes financières	6 008	5 772	11 561
Effets des différences de change	2 797	522	1 660
Charges sur instruments financiers	1 614	2 882	4 138
Dotation provisions financières	-	205	162
Autres charges financières	287	1 456	1 340
TOTAL	10 707	10 837	18 861

b) Produits financiers :

	30 septembre 2006	30 septembre 2005	31 mars 2006
Intérêts financiers sur prêts	346	219	605
Effets des différences de change	590	4 227	3 715
Produits sur instruments financiers	4 869	1 310	2 565
Produits vente de valeurs mobilières de placement	575	163	436
Reprises provisions financières	5	95	269
Autres Produits financiers	743	610	881
TOTAL	7 128	6 624	8 471

17. Impôt sur les bénéfices

a) Analyse par nature

	30 septembre 2006	30 septembre 2005	31 mars 2006
Impôt exigible sur activités courantes	8 238	7 601	14 919
Impôt différé sur activités courantes	939	(1 313)	3 591
Total impôt sur activités courantes	9 177	6 288	18 510
Impôt sur activités cédées	-	2 464	2 370
TOTAL IMPÔT	9 177	8 752	20 880

Au 30 septembre 2006, le taux d'impôt effectif est de 31,8% et le taux d'impôt liquidé est de 28,5%

b) Taux effectif d'impôt

	30 septembre 2006
Résultat avant impôt des activités poursuivies	28 878
Résultat avant impôt des activités cédées en cours ou en cours de cession	-
Taux d'impôt statutaire de la maison mère	33.33 %
Produit / (Charge) d'impôt théorique	(9 625)
Incidences :	
- des différences de taux d'imposition entre la mère et les filiales	389
- contributions supplémentaires sur Faiveley Italia	(542)
- différences permanentes entre les résultats comptables et les résultats imposables	726
- économies d'impôt liées aux intégrations fiscales existantes dans le Groupe	219
- pertes fiscales de l'exercice	(1 751)
- utilisation des pertes fiscales antérieures à l'exercice	1 411
- Autres différences	(4)
Charge d'impôt	(9 177)
Taux effectif d'impôt	31,8%

18. Résultat des activités cédées ou en cours de cession

	30 septembre 2006	30 septembre 2005	31 mars 2006
Pôle plasturgie	-	(4 920)	(6 981)
G.H.H	-	2 261	2 261
TOTAL	-	(2 659)	(4 720)

Le résultat des activités cédées ou en cours de cession est de -2,7 M€ au 30 septembre 2005, et de -4,7 M€ au 31 mars 2006. Ce résultat découle de la cession de la société G.H.H réalisée le 30 septembre 2005 et de celle du pôle plasturgie intervenue le 31 mars 2006.

Au 30 septembre 2005, le résultat des deux activités a été reclassé en activités destinées à être cédées. Ce résultat se décompose comme suit :

- Activité pôle Plasturgie :

- o Résultat avant impôt dégagé par le pôle sur la période : - 4 001 K€
- o Impôt supporté au titre de la période : - 919 K€
- o Résultat net de la période de l'activité cédée : - 4 920 K€

Ce résultat tient compte notamment de la constatation d'une dépréciation exceptionnelle de 5,5 M€ liée aux tests de valorisation réalisés sur cette branche d'activité en vue de sa cession future.

- **Activité GHH :**

- o Résultat avant impôt dégagé par cette activité sur la période : 3 806 K€
- o Impôt supporté au titre de la période : - 1 545 K€
- o Résultat net de la période de l'activité cédée : 2 261 K€

Au 31 mars 2006, les résultats se décomposent comme suit :

- **Activité pôle Plasturgie :**

- o Résultat avant impôt dégagé par le pôle sur la période : - 6 590 K€
- o Economie d'impôt réalisée sur la période : 689 K€
- o Résultat net de la période de l'activité cédée : - 5 901 K€ (1)

- o Moins value de cession des titres : - 86 K€
- o Frais liés à la cession : - 169 K€
- o Conséquences fiscales liées à la cession : - 825 K€ (2)
- o Résultat de la période : - 6 981 K€

(1) Ce résultat tient compte d'une dépréciation exceptionnelle de 7 364 K€ découlant de la valeur de cession réalisée au 31 mars 2006.

(2) Suite à la sortie du pôle plasturgie du périmètre d'intégration fiscale de Faiveley SA, cette dernière a été amenée à rembourser aux différentes sociétés du pôle les économies d'impôts qu'elle avait réalisés grâce à l'utilisation de leurs déficits reportables.

- **Activité GHH :**

- o Résultat avant impôt dégagé par cette activité sur la période : 3 806 K€
- o Impôt supporté au titre de la période : - 1 545 K€
- o Résultat net de la période de l'activité cédée : 2 261 K€

La cession de GHH étant intervenue dans le délai d'affectation du goodwill Sab Wabco, la plus value a été traitée comme une correction de la juste valeur des actifs acquis pour un montant de 29,9 M€. Le résultat généré par cette opération n'a donc eu aucune conséquence sur le résultat consolidé de la période.

19. Effectifs au 30/09/2006

	30 septembre 2006	31 mars 2006	30 septembre 2005 ⁽¹⁾
Cadres et assimilés	699	689	659
Agents de maîtrise et employés	1 277	1 238	1 193
Ouvriers	1 355	1 346	1 386
TOTAL	3 331	3 273	3 238

(1) Hors Pôle Plasturgie

20. Evénements postérieurs à la clôture

Néant.

21. Opérations avec les entreprises liées

Faiveley SA a été facturée de 173 400 € au titre de la période par François Faiveley Participations.

D. ENGAGEMENTS HORS BILAN (EN MILLIERS D' EUROS)

Engagements donnés

- Avals - Cautions – Garanties bancaires données à des clients	95 530
- Cautions et Garanties maisons mères données à des clients	157 198

Engagements reçus

- Faiveley SA bénéficie de la part des actionnaires de la société Faiveley Management SAS d'une promesse conditionnée de cession des titres qu'ils détiennent dans cette dernière.

Dettes garanties par des sûretés réelles

- Nantissement de titres	328 830
- Nantissement de créances commerciales	7 134

E. PERIMETRE ET METHODES DE CONSOLIDATION

1. Listes des sociétés consolidées et méthode de consolidation

La consolidation par intégration globale porte sur les sociétés suivantes, dans lesquelles FAIVELEY S.A contrôle directement ou indirectement plus de 50% du capital.

FAIVELEY S.A.	Pourcentage d'intérêts détenu par le Groupe au 30/09/2006	
	Société mère	
<i>Par intégration globale</i>		%
FAIVELEY BETEILIGUNGS GmbH	Allemagne	61,74
FAIVELEY TRANSPORT LEIPZIG KG	Allemagne	61,74
FAIVELEY TRANSPORT REMSCHEID	Allemagne	61,74
FAIVELEY TRANSPORT VERWALTUNGS GmbH	Allemagne	61,74
FAIVELEY TRANSPORT KG HOLDING GmbH	Allemagne	61,74
FAIVELEY TRANSPORT AUSTRALIA Ltd.	Australie	61,74
FAIVELEY TRANSPORT BELGIUM NV	Belgique	61,74
FAIVELEY TRANSPORT DO BRASIL Ltda.	Brésil	61,74
FAIVELEY FAR EAST Ltd.	Chine	61,74
SHANGHAI FAIVELEY RAILWAY TECHNOLOGY Co. Ltd.	Chine	31.49
FAIVELEY METRO TECHNOLOGY Ltd.	Chine	61,74
FAIVELEY TRANSPORT KOREA Ltd.	Corée	61,74
FAIVELEY TRANSPORT IBERICA S.A.	Espagne	61,74
TRANSEQUIPOS S.A.	Espagne	61,74
SAB IBERICA	Espagne	31.49
FAIVELEY RAIL Inc	Etats-Unis	61,74
FAIVELEY TRANSPORT S.A.	France	61,74
FAIVELEY TRANSPORT AMIENS S.A.	France	61,74
SOFAPORT Sarl	France	36.74
NEU SF	France	61,74
ALPHA	France	61,74
FAIVELEY TRANSPORT BIRKENHEAD Ltd.	Grande-Bretagne	61,74
FAIVELEY TRANSPORT TAMWORTH Ltd	Grande-Bretagne	61,74
SAB WABCO Ltd.	Grande-Bretagne	61,74
SAB WABCO DAVID & METCALF Ltd.	Grande-Bretagne	61,74
SAB WABCO DAVID & METCALF PRODUCTS Ltd.	Grande-Bretagne	61,74
SAB WABCO INVESTMENTS Ltd.	Grande-Bretagne	61,74
SAB WABCO PRODUCTS Ltd.	Grande-Bretagne	61,74
SAB WABCO UK Ltd.	Grande-Bretagne	61,74
FAIVELEY TRANSPORT INDIA Ltd.	Inde	61,74
FAIVELEY TRANSPORT ITALIA Spa	Italie	61,74
FAIVELEY TRANSPORT POLSKA z.o.o.	Pologne	61,74
FAIVELEY TRANSPORT PILZEN s.r.o.	Rép. Tchèque	61,74
FAIVELEY TRANSPORT TREMOSNICE s.r.o.	Rép. Tchèque	61,74
LEKOV a.s	Rép. Tchèque	46.31
FAIVELEY TRANSPORT ACQUISITION AB	Suède	61,74
FAIVELEY TRANSPORT MALMÖ AB	Suède	61,74
FAIVELEY TRANSPORT NORDIC AB	Suède	61,74
FAIVELEY METRO TECHNOLOGY BANGKOK Ltd.	Thaïlande	61,74

Par intégration proportionnelle

%

QINGDAO FAIVELEY SRI RAIL BRAKE

Chine

30,87

Par mise en équivalence

%

SAB WABCO KP GmbH

Allemagne

30,87

Evolutions juridiques intervenues en cours d'exercice

Fusion de Equipfer et Faiveley Transport Sao Paolo, renommée Faiveley Transport do Brasil.

2. Listes des sociétés non consolidées

(montants en K€)

	% de détention	VNC des Titres	Capitaux Propres	Résultat net
SUECOBRAS (Brésil)	100 %	190	613	(19)
SAB WABCO SHARAVAN Ltd. (Iran)	49 %	0	-	-

3. Détention indirecte dans Faiveley Transport SA

Au 30 septembre 2006, Faiveley SA détient indirectement une participation de 0,3% dans Faiveley Transport à travers des titres Faiveley Management SAS, qu'elle a acquis à l'occasion du départ de managers, et qui ont vocation à être rétrocédés au management dans le cadre des accords existants.